

LES FORCES POLITIQUES DANS LE CANTON D'ATTICHY (1880 - 1940)

Jean-Pierre BESSE

Dans l'arrondissement de Compiègne, le plus conservateur du département avant 1940 (1) et même au-delà, le canton d'Attichy se distinguait par une orientation plus marquée à gauche. Le basculement s'effectua au tournant des années 1880-1890. Ainsi dès 1886, dans son rapport rédigé à l'occasion des élections cantonales (2), le sous-préfet de Compiègne notait que le canton d'Attichy paraissait "un des moins réactionnaires de l'arrondissement".

La conjonction de plusieurs facteurs, où l'évolution économique tient une place essentielle, explique l'originalité politique du canton qui, sous la IV^{ème} et les débuts de la V^{ème} République, fut représenté au conseil général par l'un des grands ténors du socialisme oisien, Marcel MERIGONDE (3).

La vie politique est scandée par les élections qui révèlent le rapport de forces entre les différents courants d'idées. Le personnel qui administre les collectivités territoriales et les organisations politiques qui présentent aux citoyens leur programme en sont les acteurs essentiels.

Baromètre, les élections sont donc également un enjeu.

LA DOMINATION DE LA GAUCHE

Lors des élections législatives d'octobre 1885, qui se déroulèrent au scrutin de liste, les Conservateurs, qui avaient alors réussi à s'unir, alors que les Républicains se divisèrent en deux listes, obtinrent dans le canton d'Attichy la majorité des suffrages exprimés. Avec 51,4 %, ils faisaient mieux qu'au plan départemental (49,7 %) et réalisaient des scores particulièrement significatifs dans certaines communes (71 % à Courtieux, 76 % à Saint-Crépin-aux-Bois, 77 % à Moulin-sous-Touvent, 79 % à Rethondes, et même 84 % à Croutoy) Les républicains *opportunistes*, c'est à dire modérés, arrivaient en tête à Cuise-la-Motte ; les républicains *radicaux* l'emportaient à Pierrefonds, justifiant une nouvelle fois la réputation de "commune la plus avancée", qui lui avait été attribuée depuis la Monarchie de Juillet.

En 1889, lorsque le scrutin d'arrondissement fut remis en vigueur, le Comte Robert De L'AIGLE, député sortant, fut le seul conservateur élu dans le département (4). Il obtint dans le canton d'Attichy 52,4 % des suffrages exprimés, distançant nettement Ernest NOEL, maire de Noyon, alors républicain modéré.

Dix ans plus tard, le rapport était inversé. Ernest NOEL obtint en effet dans le canton 50,9 % des suffrages exprimés au deuxième tour, face au Comte de l'AIGLE. Au premier tour, le candidat socialiste indépendant, Louis-Auguste HULOT, tailleur de pierres installé restaurateur et marchand de vins à La Motte-Breuil, avait obtenu le score honorable de plus de 20 % (5).

L'écart ne cessa de se creuser par la suite entre la droite et la gauche. Nationaliste, représentant de la droite la plus autoritaire, le colonel BOUGON n'obtint que 41,8 % des suffrages exprimés contre 48,8 % à NOEL, en 1902, et 40,1 % en 1906 face au candidat radical-socialiste et maire de Margny-les-Compiègne, Octave BUTIN. Le remplacement de NOEL, qui disposait d'un grand prestige (6), par un candidat plus marqué à gauche ne permit pas à la droite d'améliorer sensiblement ses positions. Ainsi lorsqu'en 1910, FOURNIER-SALOVEZE, maire de Compiègne, fut élu député de l'arrondissement dès le premier tour, Octave BUTIN alors sortant, obtint néanmoins la majorité absolue des suffrages exprimés dans le canton d'Attichy (50,3 %) et recueillit même, en 1914, 56,7 % au second tour.

Plus tardive, l'évolution fut aussi plus lente et heurtée pour le conseil général et le conseil d'arrondissement. Dans ce type de scrutins, il est vrai, la personnalité des candidats et leur implantation locale masquent parfois les choix politiques.

Etiqueté, en 1886, comme "libéral" par le sous-préfet de Compiègne, le conseiller général Paul LAGARDE, ancien agent de change (7), élu depuis les débuts de la III^{ème} République, démissionna en mai 1892. Le sous-préfet d'alors le présentait comme "un réactionnaire" malgré "le caractère libéral de certaines de ses déclarations". Sa succession opposa deux industriels locaux : le conseiller d'arrondissement Louis-Julien DUCHARRON, fabricant de sucre, maire de Pierrefonds, républicain convaincu, et l'industriel Charles LOONEN, maire de Tracy-le-Mont, soutenu selon l'administration par la famille de L'AIGLE. Le sous-préfet s'inquiétant que le premier ne disposât point des appuis et de l'autorité du second, reconnaissait : "Je soutiens et fais soutenir le candidat républicain autant qu'il m'est possible de le faire. Nous avons quelques agents sûrs et suffisamment habiles mais c'est le candidat qui nous rend tout difficile".

DUCHARRON fut cependant élu et conserva son siège jusqu'en 1904. Pour le remplacer au conseil d'arrondissement, les électeurs du canton choisirent un radical, Théophile CRUARD, docteur en médecine et futur maire du chef-lieu de canton qui enleva, en 1904, le siège de conseiller général en battant DUCHARRON.

Par une sorte de partage de la représentation cantonale, ce fut Louis PHILIPPE, maire Croutoy, qui se présentait comme "libéral", qui fut élu au siège de CRUARD en distançant de 167 voix, au second tour, le radical

Eugène BOULAND, maire de Trosly-Breuil, qu'il battit une nouvelle fois en juillet 1907. Six ans plus tard, Maurice MOUSSAUD, docteur en médecine, adjoint au maire de Cuise-la-Motte (9), radical-socialiste, enleva le siège avec 260 voix d'avance sur le conseiller sortant.

A partir de cette date et jusqu'en 1940, le canton d'Attichy fut donc continuellement représenté par deux élus radicaux-socialistes : au conseil général par Théophile CRUARD, de 1904 à 1924, puis Maurice MOUSSAUD de 1924 à 1932, et Auguste HENIN, instituteur retraité et maire d'Attichy, de 1932 à la guerre ; au conseil d'arrondissement par Maurice MOUSSAUD, de 1913 à 1924, puis Louis BOULAND, cultivateur et maire de Couloisy. L'implantation radical-socialiste apparaissait si forte que, jusqu'en 1928, la droite n'opposa pas de concurrents sérieux aux élus en place. Etienne CADART, maire de Nampcel, candidat de 1928 et 1932, et André LARUE, maire de Jaulzy, candidat en 1931, ne dépassèrent jamais le tiers des suffrages exprimés.

L'ancrage à gauche du canton se confirma dans l'entre-deux guerres, où le paysage politique fut beaucoup moins bouleversé que l'économie et la démographie cantonales. Proche des fronts successifs, le canton d'Attichy perdit en effet 18,7 % de sa population entre les recensements de 1911 et 1921. Tracy-le-Mont, avec un recul de 47,3 %, fut l'une des communes les plus touchées du département pendant la Grande Guerre.

La droite, après les 45 % obtenus en 1919 par le *Bloc national*, resta toujours en deçà des 40 %, à l'exception notable de 1932. Le score d'alors dut sans doute beaucoup à la personnalité du candidat FOURNIER-SARLOVEZE, déjà présent en 1928.

Les radicaux-socialistes, passé le recul des lendemains de la guerre (11) retrouvèrent progressivement des couleurs (12).

Les socialistes obtinrent des résultats inégaux, qui dépendaient autant de l'implantation de leur candidat que de la personnalité de leurs concurrents de gauche, radicaux-socialistes et communistes. Le PC stagna dans le canton aux alentours de 13 à 14 %. En avril 1936, le maire de Venette, André MELLENNE, radical-socialiste, profita de la dynamique du Front Populaire et recueillit 38,3 % des suffrages exprimés, alors que ses deux concurrents de gauche n'en totalisaient que 20,6 % et enregistraient un recul sensible.

L'évolution économique du canton explique en grande partie son évolution politique.

Le caractère industriel et donc ouvrier du canton d'Attichy ne cessa de s'affirmer. Deux fabriques de jumelles (COLMONT-P.E. et Cie et DERAISME) étaient implantées à Cuise-la-Motte. La commune de Tracy-le-Mont était le siège de deux grandes fabriques de brosses (LOONEN et COMMELIN). Des sucreries fonctionnèrent à Berneuil-sur-Aisne, Pierrefonds et Attichy. Dans cette dernière commune, une fabrique de colles et gélatines employait une centaine de personnes à la veille de la Seconde guerre mondiale. Enfin la plus grosse entreprise du canton, l'usine de produits chimiques installée depuis 1896 à Lamotte, ne cessa de se développer, employant 300 personnes à la veille de la Première guerre mondiale et 400 à l'aube des années 30.

A gauche comme à droite, les partis restaient cependant peu structurés dans le canton d'Attichy. Phénomène d'ailleurs fort répandu dans plusieurs régions du département de l'Oise.

PERSONNELS POLITIQUES ET ORGANISATIONS

Avant 1914, la droite dans le canton, comme dans le reste de l'arrondissement de Compiègne, se reconnaissait dans quelques grands noms, en particulier la famille PILLET-WILL (13). Lorsque, au début des années 30, ce courant de pensée voulut s'organiser en parti, on relevait la présence de trois élus du canton d'Attichy au sein du comité directeur de l'arrondissement de Compiègne de la *Fédération Républicaine* : Etienne CADART (14), Alfred FAROUX (15) et Maurice PILLET-WILL. La rupture que le Front populaire entraîna ausein du Parti radical-socialiste permit à la droite de s'affirmer dans les scrutins locaux, où elle ne faisait auparavant que de la figuration. Lors des élections au conseil d'arrondissement de juillet 1937, le maire de Cuise-la-Motte, Elie RENAUDOT, radical-socialiste, reçut l'appui de l'Union républicaine et sociale de l'Oise (URSO), qui fédérait toutes les composantes de la droite départementale. Ce soutien entraîna une grave crise municipale à Cuise-la-Motte, qui se termina par la défaite de RENAUDOT et l'élection d'une municipalité socialiste (16). L'ancien maire de Cuise n'en obtint pas moins un succès certain lors du succès cantonal, étant distancé de peu par le radical-socialiste (17).

La crise des années 1930 favorisa la propagande de la droite extrême qui essaya de s'organiser localement. Une manifestation du Parti social français du colonel de la Rocque (18) à Attichy, le 12 février 1937, fut précédée d'une démonstration de force en faveur du Front populaire, le 7. Les archives gardent d'autre part la trace d'un syndicat professionnel du canton d'Attichy, terme qui recouvre souvent un syndicat proche du PSF.

Dans un canton où elle obtenait des résultats significatifs, la gauche eut beaucoup de mal à se structurer. Le Parti radical-socialiste reposait sur des notables bien implantés (docteurs en médecine, instituteurs...). Un des élus, le docteur MOUSSAUD, présida pendant plusieurs années la Fédération de l'arrondissement de Compiègne. Des sections socialistes existaient à Tracy-le-Mont, Attichy et Trosly-Breuil en 1922-1924, mais disparurent avant de renaître au moment du Front populaire. Celle d'Attichy comptait, en janvier 1938, une trentaine d'adhérents ; une autre fonctionnait à Cuise-la-Motte-Pierrefonds. Le Parti communiste ne réussit pas à s'implanter avant le Front populaire. La municipalité d'Autrêches fut cependant dirigée à partir de 1935 par Pierre DENIS, qui fut candidat du parti aux cantonales de 1937 (19). Il ne fut pas touché par les révocations d'élus communistes au début de 1940. Sans doute avait-il alors quitté le parti ? (20) Un des dirigeants de la cellule d'Attichy, Charles BASQUIN, arrêté dès octobre 1941 pour avoir très tôt participé à des distributions de tracts, mourut à Buchenwald en novembre 1944

Comme les partis de gauche, les syndicats eurent bien du mal à s'implanter dans les usines du canton. La CGTU (syndicaliste révolutionnaire) connut quelques succès en 1925-1926 à Trosly-Breuil et une Union locale fonctionna au moment du Front populaire. Mais lors des grèves de juin 1936, seuls les ouvriers de la sucrerie de Berneuil-sur-Aisne et le personnel de la SABLE (fabrique de poterie en ciment) à Trosly-Breuil se lancèrent dans le mouvement gréviste.

Cette absence d'organisations politiques traduit la faiblesse des enjeux pour les Municipales. On constate entre les deux guerres une accentuation de la stabilité du personnel politique, en particulier des maires. A l'issue des

élections de 1919, 50 % des maires élus étaient déjà en place lors du scrutin de 1912. Taux assez élevé, si on considère la durée plus longue séparant les deux votes et l'impact de la guerre. Les municipales de 1925 marquèrent un renouvellement important (55 %), les taux diminuant par la suite : 40 % en 1929 et surtout 25 % en 1935. Entre 1912 et la Seconde guerre, les communes eurent deux maires en moyenne. La stabilité la plus forte fut enregistrée à Couloisy et Saint-Crépin qui connurent un seul maire. L'instabilité fut marquée à Trosly-Breuil avec cinq maires, résultat probable du profond renouvellement démographique et socio-professionnel de la commune (21)

La droite contrôla entre ces deux dates les municipalités de Croutoy, Jaulzy, Moulin-sous-Touvent, Nampcel, Rethondes et Saint-Crépin-aux-Bois ; le parti radical-socialiste celles d'Attichy, Berneuil-sur-Aisne, Couloisy, Pierrefonds et Saint-Etienne-Roilaye. Les maires de Tracy-le-Mont et Trosly-Breuil étaient proches de la SFIO qui, lors des partielles de janvier 1938, fit la conquête de Cuise-la-Motte.

Le canton d'Attichy, où dès 1848, Ledru-Rollin et Raspail, candidats de l'extrême gauche, avaient obtenu l'un de leurs meilleurs résultats, accentua donc sous la III^{ème} République son orientation à gauche. L'hétérogénéité du canton qui associait des communes ouvrières (Cuise-la-Motte, Tracy-le-Mont, Trosly-Breuil) à des communes plus résidentielles (Rethondes, Saint-Crépin, Croutoy) favorisa la gauche, d'autant que les premières connurent une forte croissance démographique. Sous l'Occupation, le mouvement Libé-Nord, animé principalement par des socialistes, s'implanta fortement dans le canton, où l'un de ses responsables, Marcel MERIGONDE, devint conseiller général à son retour de déportation.

Les centres de Trosly, Thourotte,
Ribécourt, sont atteints par la grève

La région compiégnnoise où, jusqu'ici aucun conflit sérieux n'avait été à enregistrer, est entrée cette semaine dans le mouvement. Et jeudi, on fixait officiellement à 600 le nombre des grévistes dans l'arrondissement, y compris les cantons de Clermont, Saint-Just-en-Chaussée et Maignelay. Cependant, étant donné que cette région ne comporte pas de grosse agglomération industrielle, les grèves ne revêtent jamais qu'un caractère de faible amplitude.

Voici à peu près la physionomie des événements à la date de jeudi dernier.

A La Croix-Saint-Ouen, le personnel des Etablissements Huygen n'ayant pas reçu de réponse favorable à ses doléances, a décidé la grève « sur le tas ».

A Trosly-Breuil, le personnel de la S.A.B.L.A., fabrique de poterie en ciment, a déposé mercredi son cahier de revendications: augmentation de 35 % sur les bas salaires, travail à la tâche suivant catégorie, vacances payées et semaine de 40 heures (suivant la loi), travail de nuit 60 %, établissement d'armoires à habits pour tous les chantiers, jours de grève payés, reconnaissance des délégués d'ateliers et aucun renvoi pour fait de grève, autorisation par les délégués d'ateliers pour les heures supplémentaires. L'usine faisait travailler 85 ouvriers.

A Ribécourt, deux carrières sont en grève, chez Lerouge et chez Amar, occupant chacune 30 ouvriers. De même à l'usine de produits chimiques, une centaine d'ouvriers, demandant surtout une augmentation des salaires, l'application de mesures d'hygiène et la semaine de 40 heures, ont arrêté le travail mercredi.

A Thourotte, le chantier de bateaux, comptant 70 ouvriers, a cessé le travail. Le personnel demande un relèvement des salaires de 0 fr. 75 de l'heure sur un taux actuel de 3 fr. 50 pour tous les hommes de métier, le congé payé, le paiement des salaires pendant la grève, et les autres revendications communes.

caux et discutent avec les patrons, à l'exception de la fabrique de la rue Pasteur, où le patron a fermé ses portes après le départ de son personnel, et prévenu celui-ci par lettre qu'il « était libre de tout engagement ».

C'est le renvoi. Les ouvriers n'en restent pas moins toute la journée devant la porte de l'usine.

A Rantigny. — Les maisons Albarret, 31 ouvriers, Baudier, 23, Mauprivez, 12, Déporter, chaudronnerie, 14, ont suivi l'exemple donné par l'usine Debray.

Comme ailleurs, aucun incident à signaler.

A Ronquerolles. — Le travail qui avait cessé samedi à la « Margalith » a repris lundi à 13 h. 30, un arrangement étant survenu dans la matinée entre les grévistes et le patron venu de Paris.

A Saint-Just-en-Chaussée. — Les 145 ouvriers de la sucrerie Say, se sont mis en grève mardi.

Le directeur, M. Dumont, a déclaré accepter les conditions qui seraient fixées par la loi.

Ces conditions ayant paru insuffisantes aux ouvriers qui demandent avant tout un réajustement des salaires (ils gagnent 2 et 3 francs de l'heure), la grève continue.

Les pourparlers continuent avec les grands patrons de Paris.

La cessation du travail a également eu lieu à l'usine à gaz, où les sept ouvriers entretiennent les fours pour éviter leur détérioration, à la briqueterie Lacaille-Mercery, 35, à la ganterie Vivier, 30.

Le calme règne partout,

Les grévistes de la fabrique de sucre nous prient de remercier les commerçants de leur générosité.

LA GAZETTE DE L'OISE 13^e juin 1936



NOTES :

(1) Dans son rapport du 12 juin 1885, le sous-préfet de Compiègne constatait que "les forces anti-républicaines y disposent de forces extrêmement considérables..." et ajoutait : "C'est un pays resté féodal par beaucoup de côtés où le mot de démocratie fait peur..." (A.D. Oise, 3 M 521)

(2) A.D. Oise, 3 M 655/2.

(3) Insituteur, résistant, déporté, Marcel MERIGONDE fut conseiller général de 1945 à 1981 et député de 1956 à 1958. Il quitta le nouveau parti socialiste, refusant la politique d'union de la gauche.

(4) Pour un rapide tableau de la vie politique sous la III République dans l'Oise, voir ma contribution à *L'Oise de la Préhistoire à nos jours*, Ed. Bourdessoules, 1990, en particulier les pages 336 à 340.

(5) Voir à ce sujet ma thèse de doctorat de 3ème cycle : *Le mouvement ouvrier dans l'Oise, 1890 - 1914*, soutenue à l'Université de Paris I et éditée par le CDDP de l'Oise en 1984, en particulier p. 33.

(6) Président du conseil général depuis août 1904 et sénateur depuis 1906.

(7) A.D. Oise, 3 M 655/2.

(8) Lettre du sous-préfet de Compiègne, 26 juillet 1892 (A.D. Oise, 3 M 655/2)

(9) Il fut maire de cette commune de 1919 à sa mort en 1932.

(10) 37 % en 1921 ; 35 % en 1924 ; 38 % en 1928 ; 43 % en 1932 et 37 % en 1936.

(11) 31 % en 1919 et 28 % en 1921.

(12) 30 % en 1928 ; 43 % en 1932 et 38 % en 1936.

(13) Maurice fut maire de Saint-Crépin-aux-Bois de 1912 à 1945.

(14) Originaire de Rouen, agriculteur, Etienne CADART fut maire de Nampcel de 1929 au 23 octobre 1944. Relevé

de ses fonctions à la Libération, il fut réélu maire en 1945 et conserva ce poste jusqu'à sa mort en 1956.

(15) Cultivateur, conseiller municipal d'Attichy.

(16) 3 conseillers démissionnèrent déclarant "qu'ils avaient été élus sur la liste de RENAODOT pour continuer la politique du Dr MOUSSAUD" et estimant que "RENAUDOT avait changé de ligne politique" (A.D. Oise, M, lettre du 12 octobre 1937. En janvier 1938, le conseil démissionna pour provoquer de nouvelles élections et résoudre la crise.

(17) 720 voix contre 785 à BOULAND sur 2407 suffrages exprimés. RENAUDOT ne fut pas candidat au second tour.

(18) Le futur maire de Compiègne, Jean Legendre, était le responsable de la propagande de ce parti dans l'Oise.

(19) Il obtint 307 voix sur 2407 suffrages exprimés et 2970 inscrits, au premier tour.

(20) Pierre DENIS demeura maire jusqu'en 1945 ; son gendre, socialiste, lui succéda. Il mourut peu après et DENIS, sous l'étiquette communiste, occupa une nouvelle fois la place de premier magistrat jusqu'en 1947. La municipalité d'Autrêches resta communiste jusqu'en 1959.

(21) Autrêches, Chelles, Nampcel et Saint-Etienne Roilaye eurent quatre maires.

Elections au Conseil Général

DU 14 OCTOBRE 1928

CANTON D'ATTICHY

Cher Concitoyen,

Aux élections législatives de cette année, j'ai parcouru les communes du canton. Vous m'avez vu, vous m'avez entendu ; d'autre part, vous me rencontrez journellement et la plupart d'entre-vous ont eu l'occasion de s'entretenir avec moi des sujets qui les intéressaient. Vous savez donc qui je suis et je n'ai pas à aller vous ennuyer dans ces causeries qui ne sont nécessaires que pour une présentation de candidat inconnu.

Je vous adresse seulement un bulletin de vote à mon nom. Le 14 Octobre, vous le mettez dans l'urne, parce qu'il vous servira à faire réélire au Conseil général un représentant qui a l'expérience des affaires cantonales et départementales, qui vous a rendu des services et peut vous en rendre encore !

Vous le mettez dans l'urne, parce qu'il porte le nom d'un homme qui vit au milieu de vous et avec vous, habite un point quasi central du canton, parcourt incessamment vos communes et que vous pouvez trouver et aborder facilement !

Vous le mettez dans l'urne, parce que celui qu'il désigne, appelé par sa profession même dans toutes les demeures, connaît parfaitement vos besoins.

Vous le mettez dans l'urne, parce qu'électeurs avisés, vous ne vous laisserez pas duper par la question naïve et tendancieuse : « Pour ou contre Poincaré ».

Pour la politique du grand Français Poincaré, assainissant les finances, s'entourant de républicains sûrs et éprouvés, fier de notre parti, et appuyant des réformes comme les assurances sociales et la loi Loucheur, nous le sommes ! Pour Poincaré dictateur, ce qu'il n'est pas, ce qu'il ne veut pas être, mais ce que voudrait qu'il fût, certaine caste envieuse de profiter de la situation pour soi-même, nous n'en voulons pas, nous n'en voudrions jamais ! Le ministre républicain Poincaré est sans doute du même avis que nous contre ses zéloteurs : « Il veut bien que ces amis trop ardents l'embrassent et non pas qu'ils l'étouffent. »

Vous mettez enfin dans l'urne, parce que vous tenez à en conserver l'usage, ce petit carré de papier qui est votre force et que tout fascisme voilé ou maquillé tend à diminuer et à anéantir !

Tous aux urnes, dans l'intérêt du canton d'Attichy.

Pas d'abstentions !

Vive la République pour elle-même et au-dessus des individus !

Votre dévoué,

Docteur MOUSSAUD

Chevalier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre

Maire de Cuise-la-Motte

CONSEILLER GÉNÉRAL SORTANT

Candidat d'Union des Gauches

Imp. de la « Gazette de l'Oise »